



DRAFT MAY 25, 2025

**Événement parallèle 18 lors de la Quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement
Mobilisation de l'investissement privé pour l'Afrique :
Le besoin d'un plan d'action pour atteindre les objectifs et les normes du Document final de la FfD4**

Lieu: FIBES Sevilla Exhibition and Conference Centre, Sevilla, Spain
Date: Mercredi, 2 Juillet 2025
Heure: 16.30 – 18.00 (90 minutes)

A. Contexte et justification

L'accès au financement a été identifié comme une contrainte majeure au développement en Afrique, y compris pour les infrastructures critiques. Pour atténuer cette contrainte, la CEA, l'UA et l'AUDA-NEPAD soutiennent les pays africains dans l'élaboration de stratégies visant à renforcer la mobilisation des ressources domestiques, notamment à travers la finance innovante et le développement des marchés financiers. Un meilleur accès aux marchés internationaux de capitaux est tout aussi crucial, notamment grâce au renforcement des capacités pour améliorer les notations de crédit souverain.

La mobilisation des investissements privés par le biais du financement mixte (blended finance) répond également à cette nécessité. Le projet de document final de la FfD4 (premier brouillon) souligne l'urgence de mobiliser des investissements privés à grande échelle, en particulier via le financement mixte. Il appelle à un alignement du soutien international sur les priorités nationales (Clause 10) et encourage la standardisation des modèles de financement. Cet événement parallèle vise à faire avancer un plan d'action proposé, co-dirigé par des pays africains et les pays du CAD de l'OCDE, pour atteindre ces objectifs en 2025–2026.

Un élément central de ce plan est le PIDA (Programme de développement des infrastructures en Afrique), l'initiative phare de l'Afrique pour les infrastructures transfrontalières, élaborée par l'UA, l'AUDA-NEPAD, la BAD et la CEA. Le PIDA propose plus de 70 projets à fort impact dans les domaines de l'énergie, des transports, des TIC et de l'eau, en tant que plateforme crédible pour attirer les capitaux privés. La CEA travaille activement à aligner les corridors du PIDA avec des portefeuilles prêts à l'investissement et des instruments de financement mixte, contribuant à réduire les risques des projets et à améliorer leur attractivité pour les investisseurs.

Une mobilisation à court et moyen terme est essentielle, car l'Afrique continue de faire face à un risque d'investissement disproportionné, reflété dans des notations souveraines moyennes de « CCC+ », contre « B+ » dans d'autres régions en développement. Cette perception dissuade les investisseurs privés malgré le potentiel de développement du continent. Pour combler cet écart, il est nécessaire d'utiliser stratégiquement des financements catalytiques et concessionnels provenant des banques de développement, des fondations philanthropiques et des sources publiques. Ce capital peut absorber un niveau de risque plus élevé et permettre la réalisation de projets qui, autrement, ne répondraient pas aux exigences réglementaires des investisseurs privés.

La réalisation de l'Agenda 2063, vision de développement à long terme de l'Afrique, dépend de la capacité à attirer des capitaux privés vers les secteurs et régions prioritaires. Le financement mixte, soutenu par un plan d'action structuré dans le cadre de la Plateforme d'action de Séville, offre une voie réaliste pour libérer des financements en faveur d'une croissance inclusive, de la durabilité et de l'intégration régionale.

La **Commission économique pour l'Afrique (CEA)**, créée en 1958 comme l'une des cinq commissions régionales de l'ONU, promeut le développement économique et social de ses 54 États membres, favorise l'intégration régionale et fait avancer la coopération internationale au service du développement de l'Afrique. La force de la CEA réside dans son mandat unique d'agir aux niveaux régional et sous-régional, en mobilisant des ressources en faveur des priorités de l'Afrique. Au sein de la CEA, la Section des finances et de la mobilisation des ressources domestiques (FDRMS) joue un rôle clé dans le soutien aux stratégies de financement innovantes, le renforcement des marchés de capitaux et la promotion du financement mixte pour aider les pays africains à atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

La **Commission de l'Union africaine (CUA)** est l'organe exécutif de l'Union africaine (UA), chargé de mettre en



œuvre les décisions de l'UA, de gérer ses opérations quotidiennes et de conduire l'agenda continental en matière d'intégration et de développement. Son siège est situé à Addis-Abeba, en Éthiopie. La Commission supervise plusieurs portefeuilles, notamment la paix et la sécurité, les affaires politiques, les infrastructures et le développement économique. Agissant comme le bras administratif et stratégique de l'Union, la CUA coordonne les initiatives entre les États membres, facilite la diplomatie et défend les intérêts collectifs de l'Afrique sur la scène internationale.

La **Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE** est une branche clé de l'OCDE qui soutient les efforts mondiaux pour promouvoir le développement durable et réduire la pauvreté, en particulier dans les pays en développement. Elle fournit des analyses, des orientations politiques et des données pour aider les pays et institutions donateurs à renforcer l'efficacité et l'impact de leur aide au développement. La DCD travaille en étroite collaboration avec le Comité d'aide au développement (CAD), facilitant le dialogue et la coopération entre les États membres, les pays partenaires et les organisations internationales. À travers ses recherches et examens par les pairs, la Direction promeut la transparence, la responsabilité et l'innovation dans la coopération au développement, afin que les ressources soient utilisées efficacement et en cohérence avec les objectifs mondiaux de développement, tels que les Objectifs de développement durable (ODD).

Convergence Blended Finance a été créée à Addis-Abeba en 2015, lors de la troisième Conférence sur le financement du développement (FfD3), comme centre d'expertise à but non lucratif pour la promotion des bonnes pratiques en matière de financement mixte. Elle vise à mobiliser des investissements privés pour les ODD et les investissements climatiques dans les pays en développement. Convergence est un réseau mondial et une plateforme dédiée à l'augmentation des investissements du secteur privé dans les marchés émergents et en développement grâce à des solutions de financement mixte. L'organisation fournit des renseignements sur le marché, des données, des études de cas, ainsi que des services de financement et de mise en relation entre investisseurs et opportunités à fort impact. Convergence joue un rôle déterminant dans la mise à l'échelle du financement mixte en soutenant l'innovation, le partage des connaissances et la collaboration entre les institutions de financement du développement, les donateurs, les investisseurs et les opérateurs pour libérer des capitaux au service des ODD. Avec le soutien financier de la Fondation Gates et des gouvernements de la Finlande, de la France, du Luxembourg et de la Suisse, Convergence met en œuvre le projet « Scale Private Investment Mobilization », visant à identifier comment mobiliser des investissements privés à grande échelle (par exemple, plus de 500 milliards de dollars par an), en définissant un ensemble de modèles standardisés et reproductibles de mobilisation d'investissement privé. L'objectif est de déterminer comment les fonds publics peuvent être utilisés de manière efficace et efficiente pour créer des investissements présentant un niveau de risque et un ratio risque/rendement acceptables, conformes aux obligations fiduciaires et réglementaires des investisseurs privés, leur permettant ainsi d'investir dans des marchés à risque élevé.

La CEA, la CUA, la DCD de l'OCDE, Convergence et d'autres partenaires envisagent la création d'une alliance / coalition regroupant des pays membres du CAD de l'OCDE, des pays en développement et d'autres partenaires, afin de faire avancer un plan d'action visant à atteindre les objectifs de mobilisation de capitaux privés définis dans le document final de la FfD4, y compris des solutions adaptées aux besoins de l'Afrique. Si elle est approuvée, cette initiative pourrait être présentée dans le cadre de la Plateforme d'action de Séville – une décision est attendue d'ici le 5 juin.

A. Objectifs

Cet événement parallèle explorera comment l'Afrique peut accroître la mobilisation des investissements privés grâce au financement mixte:

1. Identifier des solutions adaptées, alignées sur le Document final de la FfD4 et l'Agenda 2063.
2. Mettre en valeur des modèles et instruments réussis, y compris les opportunités liées au PIDA.
3. Engager le dialogue sur un plan d'action dans le cadre de la Plateforme d'action de Séville, à lancer en 2025.

Resultats attendus:

- Identifier un cadre pour élaborer un plan d'action visant à mobiliser des investissements privés à grande échelle, conformément aux objectifs et normes de mobilisation du Document final de la FfD4.
- Discuter d'un calendrier pour élaborer ce plan d'action en 2025-2026, obtenir l'approbation d'une coalition² de pays

et d'organisations en 2026, et commencer sa mise en œuvre la même année.

- Sensibiliser à la nécessité cruciale de déployer certaines ressources du secteur public afin de réduire les risques d'investissement dans les pays en développement, permettant ainsi la création d'investissements conformes aux obligations fiduciaires et réglementaires des investisseurs — et les incitant à investir dans ces pays.
- Renforcer l'engagement politique en faveur d'une mobilisation accrue des investissements privés pour la réalisation des ODD dans les pays en développement, notamment en Afrique.
- Illustrer le contenu potentiel d'un plan d'action, y compris des modèles simplifiés de mobilisation des investissements privés, avec des exemples concrets.
- Renforcer le soutien à une initiative dans le cadre de la Plateforme d'action de Séville.

Audience CIBLE

L'événement cible (i) en priorité, les responsables gouvernementaux des pays développés, africains et en développement, issus des ministères du développement international, des finances, de la planification, du développement du secteur privé et de l'investissement ; (ii) en second lieu : (a) les banques centrales et les régulateurs du secteur financier, (b) les institutions de financement du développement et les banques multilatérales de développement, (c) les gouvernements donateurs et agences bilatérales impliqués dans le financement mixte et concessionnel, (d) les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs privés, (e) les représentants des communautés économiques régionales, (f) les agences des Nations Unies et les organisations internationales engagées dans le financement du développement, ainsi que (g) les groupes de réflexion, institutions de recherche, fondations philanthropiques et acteurs de la société civile œuvrant pour le développement durable et la responsabilité financière.

PROGRAMME PROVISOIRE

13:00 – 13:15	Discours d'ouverture sur l'importance d'élaborer un plan d'action pour mobiliser les investissements privés afin d'atteindre les objectifs et les normes — en tenant compte tant de la quantité et de qualité — du Document final de la FfD4. • Claver Gatete, Secrétaire exécutif de la CEA des Nations Unies • Carsten Staur, Président du CAD de l'OCDE
13:15 – 13:25	Keynote address • Commissaire de l'UA aux Affaires économiques – S.E. Dr Anthony Mothae Maruping
13:25 – 13:40	Presentation of possible framework to develop action plan • Chief Executive Officer Joan Larrea or Managing Director Chris Clubb, Convergence
13:40 – 14:10	Panel de Haut niveau • Deux Premiers ministres ou ministres de pays en développement – un d'Afrique et un hors Afrique • Ministre des Finances de la Zambie – Dr Situmbeko Musokotwane • Ministre(s) du gouvernement de Suède et/ou de Finlande • Mark Suzman, Directeur général de la Fondation Gates • Représentant du secteur privé (membre africain de l'Alliance GISD, tel qu'une filiale africaine de la Standard Chartered Bank) Modérateur : Président de l'ECOSOC, Ambassadeur Bob Rae
14:10 – 14:25	Dialogue ouvert avec le public
14:25 – 14:30	Conclusion et remarques finales par Secrétaire exécutif de la CEA des Nations Unies, Président du CAD de l'OCDE et Directeur général de Convergence

Personnes ressource

Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies



Collins Otoo, collins.otoo@un.org
Jean-Marc Kilolo, jean-marc.kilolo@un.org
Convergence Blended Finance
Christopher Clubb, chris.clubb@convergence.finance
Basil Kandaya, basil.kandaya@convergence.finance
Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE
Paul.Horrocks@oecd.org
Lasse.Moller@oecd.org